REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FINANCES

MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU
DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

COMITE ITIE

GTSEC

CAMEROUN
Initiative pour
la Transparence
dans les Industries
Extractives
EITI
Initiative
Industries
Transparency
Initiative
CAMEROUN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

MINISTRY OF MINING, INDUSTRY AND
TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT

EITI COMMITTEE

WGTE

NOTE POLITIQUE

POUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES DANS LE SOUS- SECTEUR DE L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (EMAPE) DANS LE CADRE DE L'ITIE AU CAMEROUN

(Adopté par le Comité ITIE le 10 juillet 2025)

ABREVIATIONS

CAPAM : Cadre de Promotion de l'Artisanat Minier

EMAPE : Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle

GMP : Groupe Multipartite

ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

MINAS : Ministère des Affaires Sociales

MINEPDED : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature et du Développement
Durable

MINFI : Ministère des Finances

MINFOF : Ministère des Forêts

MINMIDT : Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique

MINPROFF : Ministère de la Protection de la Femme et de la Famille

PTA : Plan de travail annuel

SND : Stratégie Nationale de Développement

SONAMINES : Société Nationale des Mines

Introduction

Le Cameroun, malgré son potentiel riche en ressources extractives, continue de faire face à des défis importants en matière de développement humain, se classant au 151^e rang sur 193 selon l'Indice de Développement Humain (IDH) 2024 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En dépit de son potentiel, le secteur extractif, notamment dans les domaines pétrolier, gazier et minier, peine à transformer cette richesse en un levier pour un développement durable. L'adhésion du Cameroun à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en 2005 a marqué un tournant vers une meilleure gouvernance et une transparence accrue. Cependant, des efforts soutenus sont encore nécessaires pour renforcer la contribution du secteur minier, en particulier de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE), au développement économique du pays.

Dans cette optique, le présent document vise à poser les bases d'une stratégie de mobilisation des ressources issues de l'EMAPE, afin de permettre au Cameroun de tirer pleinement parti de son secteur minier pour renforcer sa croissance économique et ses capacités de financement domestique. Il s'inscrit dans le cadre des exigences de la Norme ITIE 2023, visant à garantir une gestion transparente des ressources minières.

Contexte et Justification

L'ITIE a pour objectif de renforcer la transparence dans la gestion des ressources naturelles en s'assurant que les revenus générés par le secteur minier soient collectés, redistribués et utilisés de manière efficace au service du développement économique et social des pays. Au Cameroun, le secteur minier, en particulier l'EMAPE, représente une part importante de l'économie, bien que ses ressources soient souvent mal exploitées en raison de pratiques informelles et peu transparentes.

L'EMAPE emploie un grand nombre de personnes et génère des revenus significatifs, mais ces derniers sont largement sous-exploités en raison de l'absence de mécanismes de contrôle efficaces, de la contrebande et du manque de registres officiels pour les artisans. Le pays doit faire face à des défis majeurs en matière de gouvernance, de contrôle de la production, et de renforcement des capacités des institutions chargées de suivre l'activité minière artisanale.

Le gouvernement a lancé des réformes, mais des progrès notables sont encore attendus pour garantir la transparence et la régularité du secteur. L'ITIE offre une opportunité précieuse pour structurer et réguler ce secteur de manière à en faire une véritable source de financement domestique durable.

Objectif de la Note Politique

La présente note politique a pour but de définir une stratégie claire pour la mobilisation des ressources issues de l'EMAPE, dans le respect des principes de transparence et de bonne gouvernance de l'ITIE. Elle vise également à :

1. **Réaffirmer l'engagement des parties prenantes** (gouvernement, opérateurs miniers, société civile) dans la mise en œuvre des exigences ITIE pour l'EMAPE.
2. **Fournir une base de débat public** sur la transparence de la chaîne de valeur de l'EMAPE.
3. **Élaborer une feuille de route** pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale de collecte et de gestion des ressources issues de l'EMAPE.

Analyse de la Situation

L'EMAPE représente une part essentielle de l'économie camerounaise, mais sa contribution au développement local et national reste insuffisante. Il ressort du Rapport ITIE 2022 que la collecte d'or par la SONAMINES a atteint 218,5 kg, contre 55,59 kg en 2021, ce qui montre une amélioration, mais qui reste en deçà des attentes.

Les défis majeurs à relever incluent :

- **La gestion de la production** : L'EMAPE reste largement dominée par des pratiques informelles, ce qui freine la régularisation du secteur.
- **Le manque de transparence** : Il n'existe pas de registre des artisans, ce qui empêche de suivre correctement la production et les revenus générés.
- **La gouvernance défaillante** : Des efforts sont nécessaires pour améliorer la gouvernance de l'EMAPE à tous les niveaux, local et national.

Opportunités

L'ITIE représente une plateforme stratégique pour adresser ces défis et saisir plusieurs opportunités :

- **Renforcer la transparence et la gouvernance** : L'ITIE offre un cadre pour la collecte transparente des ressources issues de l'EMAPE et garantit que ces ressources sont utilisées de manière bénéfique pour le développement économique.
- **Attirer des investissements** : Un secteur minier régularisé et transparent peut attirer des investissements nationaux et étrangers, essentiels pour le développement de l'EMAPE.
- **Mobiliser les communautés locales** : La participation des communautés locales à la gestion de l'EMAPE est essentielle pour garantir que les bénéfices de l'exploitation minière soient équitablement distribués et contribuent au développement durable.

Activités à Mener

Pour mettre en œuvre cette stratégie, plusieurs actions doivent être entreprises :

1. **Élaboration d'une Note politique** sur la mobilisation des ressources de l'EMAPE.
2. **Elaboration d'une feuille de route** détaillée pour le suivi et la régulation de l'EMAPE.
3. **Renforcement des capacités** des acteurs clés du secteur (gouvernement, société civile, acteurs du secteur privé).
4. **Poursuite des pratiques de rapportage ITIE** pour garantir la transparence des revenus issus de l'EMAPE.
5. **Sensibilisation et formation des parties prenantes** (Parlementaires, Maires, opérateurs miniers, OSC, personnels) sur la Note d'orientation ITIE portant sur la couverture de l'EMAPE.

Recommandations

Les recommandations pour améliorer la gestion de l'EMAPE et garantir une meilleure mobilisation des ressources incluent :

1. **La mise en place d'un mécanisme de suivi** de la gouvernance de l'EMAPE au sein du Comité ITIE Cameroun. Il s'agit d'une feuille de route détaillée sur le suivi de l'EMAPE
2. **Le renforcement de l'implication des communautés** locales dans les processus décisionnels relatifs à l'EMAPE.
3. **La création de mécanismes de contrôle** pour assurer le respect des règles de gouvernance et de transparence.
4. **L'initiation de réformes** pour améliorer la collecte des revenus issus de l'EMAPE et leur redistribution équitable.

Au final, la mobilisation des ressources domestiques dans le cadre de l'EMAPE en conformité des exigences de l'ITIE est une opportunité stratégique pour le Cameroun. Elle offre la possibilité de transformer un secteur clé de l'économie en un levier de développement durable, tout en garantissant la transparence, la responsabilité et une gestion efficace des ressources. L'adoption des principes ITIE pour l'EMAPE permettrait de renforcer la gouvernance, d'attirer

des investissements et d'assurer une exploitation minière plus responsable, bénéfique à la fois pour les communautés locales et pour l'économie nationale.

Bibliographie :

1. Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des Collectivités Territoriales Décentralisées
2. Code minier de 2023 du Cameroun
3. Décret n°2020/749 du 14 décembre 2020 portant création de la SONAMINES,
4. Décret n°2024/05050/PM d 18 novembre 2024 fixant les conditions et modalités d'exercice des activités de fusion, d'affinage et de fabrication des ouvrages en substances précieuses et semi-précieuses
5. Décret n°2024/05051/PM du 18 novembre 2024 précisant les modalités de détention, de commercialisation, d'exportation, d'importation et de transit des substances minérale ;
6. Décret n°2011/3666/PM du 02 novembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du système de certification du PK en République du Cameroun
7. Décret n°2024/00165/PM du 31 janvier 2024 portant réorganisation et fonctionnement du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'ITIE
8. Arrêté sur le SCPK au Cameroun
9. Décision n°00000349/MINFI du 07 avril 2025 fixant les modalités de répartition et d'affectation de certains prélèvement spécifiques du secteur minier
10. Décision n°00001006/MINFI/CAB/du 26 novembre 2024 portant création du GTSEC
11. Décision du CA ITIE du 029 février 2024 portant Validation du Cameroun
12. Norme ITIE 2023
13. Note d'orientation ITIE sur la Couverture de l'EMAPE
14. Chronogramme d'action du GTSEC
15. Plan de Travail Annuel 2025 du Comité ITIE Cameroun
16. Rapport d'étude sur la transparence du secteur minier : cas du sous-secteur de l'EMAPE au Cameroun, (CRADEC, 2023)
17. Rapport ITIE 2022
18. Rapport ITIE 2020 (Voir recommandation)